



Conseil économique et social

Distr. générale
17 février 2016
Français
Original: anglais, français et russe

Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Comité d'examen du respect des dispositions

Cinquante-deuxième réunion

Genève, 8–11 mars 2016

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire annoté de la cinquante-deuxième réunion

Qui se tiendra au Palais des Nations, à Genève, et s'ouvrira le mardi 8 mars 2016 à 9 heures*

I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Faits nouveaux survenus depuis la précédente réunion du Comité.
3. Questions découlant des réunions précédentes.
4. Demandes soumises par des Parties concernant d'autres Parties.

* Les délégués qui souhaitent participer à la réunion sont priés de dûment remplir le formulaire d'inscription disponible sur le site Internet de la Commission économique pour l'Europe (CEE) (<http://www.unece.org/meetings/practical.htm>), et de le retourner, deux semaines au moins avant la réunion, par courrier électronique à l'adresse suivante: public.participation@unece.org. Avant la réunion, les représentants sont priés de se présenter au Groupe des cartes d'identité, Section de la sécurité et de la sûreté de l'Office des Nations Unies à Genève, Portail Pregny, 14 avenue de la Paix, Genève (voir le plan sur le site Internet de la CEE, http://www.unece.org/fileadmin/DAM/meetings/UN_map_Feb.2012.pdf), où leur sera délivré un badge d'entrée. En cas de difficultés, veuillez prendre contact par téléphone avec le secrétariat de la Convention au 41 22 917 2682/2650.



5. Demandes soumises par des Parties concernant la manière dont elles s'acquittent de leurs propres obligations.
6. Questions renvoyées par le secrétariat.
7. Demandes de la Réunion des Parties.
8. Demandes de conseil ou d'assistance soumises par les Parties.
9. Communications émanant du public.
10. Questions découlant des décisions de la Réunion des Parties y compris le suivi des cas relatifs au non-respect des dispositions.
11. Programme de travail et calendrier des réunions.
12. Questions diverses.
13. Présentation du projet de rapport.

II. Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour

Le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) sera invité à adopter l'ordre du jour reproduit dans le présent document en tenant compte de toute question que souhaiteraient voir examiner les observateurs présents à la réunion.¹

2. Faits nouveaux survenus depuis la précédente réunion du Comité

Le Comité sera invité à procéder à un échange d'informations sur les faits nouveaux pertinents survenus depuis la réunion précédente qui ne sont pas traités au titre d'autres points de l'ordre du jour.

3. Questions découlant des réunions précédentes

Le Comité se penchera sur des questions découlant de ses réunions précédentes qui ne sont pas incluses dans d'autres points de l'ordre du jour. Dans ce cadre, il est prévu que le Comité examinera la version révisée du guide du Comité d'examen.

4. Demandes soumises par des Parties concernant d'autres Parties

Le Comité examinera, conformément aux procédures pertinentes, toute demande soumise par une Partie au sujet du respect par une autre Partie de ses obligations au titre de la Convention d'Aarhus, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 15 de l'annexe de la décision I/7 de la Réunion des Parties (ECE/MP.PP/2/Add.8). Dans ce contexte, le Comité devra examiner toute nouvelle information reçue relative à la demande ACCC/S/2015/2 soumise par la Lituanie concernant le Bélarus.

¹ La documentation de la réunion est disponible à l'adresse suivante:
<http://www.unece.org/index.php?id=41589#/>.

5. Demandes soumises par des Parties concernant la manière dont elles s'acquittent de leurs propres obligations

Le Comité examinera, conformément aux procédures pertinentes, toute demande présentée par une Partie concernant la manière dont elle s'acquitte de ses propres obligations au titre de la Convention, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 16 de l'annexe de la décision I/7.

6. Questions renvoyées par le secrétariat

Conformément aux procédures pertinentes, le Comité examinera toute question renvoyée par le secrétariat concernant un éventuel manquement d'une Partie à ses obligations au titre de la Convention, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 17 de l'annexe de la décision I/7.

7. Demandes de la Réunion des Parties

Conformément aux procédures pertinentes, il est de l'autorité du Comité de contrôler, évaluer et faciliter l'application et le respect des dispositions relatives à la présentation de rapports au titre du paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 13 (c) de l'annexe à la décision I/7. Dans ce cadre, il est prévu que le Comité considérera toute nouvelle information concernant la demande ACCC/M/2014/1 de la Réunion des Parties relative à l'ex-République yougoslave de Macédoine.²

8. Demandes de conseil ou d'assistance soumises par les Parties

Conformément aux procédures pertinentes, il est de l'autorité du Comité de donner des conseils et de faciliter l'octroi d'une aide à telle ou telle Partie aux fins de l'application de la Convention, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 13, 36 et 37 (a) de l'annexe à la décision I/7. Dans ce cadre, il est prévu que le Comité considérera toute nouvelle information concernant la demande ACCC/A/2014/1 émanant du Bélarus.³

9. Communications émanant du public

Il est de l'autorité du Comité d'examiner, conformément aux procédures pertinentes, les communications émanant du public, ainsi qu'il est prévu au chapitre VI de l'annexe à la décision I/7. Dans ce cadre, il est prévu que le Comité:

a) Confirmera l'adoption des conclusions et recommandations relatives à la communication ACCC/C/2012/76 (Bulgarie), reproduites dans le document ECE/MP.PP/C.1/2016/3 et communications ACCC/C/2013/85 et ACCC/C/2013/86 (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), reproduites dans le document ECE/MP.PP/C.1/2016/4;

b) Poursuivra ses délibérations relatives aux communications ACCC/C/2008/32 (Union européenne), ACCC/C/2013/81 (Suède), ACCC/C/2013/88 (Kazakhstan), ACCC/C/2013/91 (Royaume-Uni), ACCC/C/2013/92 (Allemagne), ACCC/C/2013/93

² Voir ECE/MP.PP/2014/2, par. 27.

³ Voir ECE/MP.PP/2014/2, par. 53, ainsi que la demande de conseil du Bélarus contenue dans sa déclaration lors de la cinquième session de la Conférence des Parties, disponible à l'adresse suivante : <http://www.unece.org/env/pp/cc/a1.html>.

(Norvège), ACCC/C/2013/96 (Union européenne), ACCC/C/2013/98 (Lituanie), ACCC/C/2014/99 (Espagne), ACCC/C/2014/102 (Biélorus), ACCC/C/2014/104 (Pays-Bas), ACCC/C/2014/105 (Hongrie), ACCC/C/2014/106 (République tchèque) et ACCC/C/2014/113 (Irlande) en séance privée en vue de compléter l'élaboration des projets de conclusions et, le cas échéant, des recommandations;

c) Tiendra des auditions pour discuter du contenu des communications ACCC/C/2014/100 (Royaume-Uni), ACCC/C/2014/101 (Union européenne) et ACCC/C/2013/107 (Irlande). Conformément au paragraphe 32 de l'annexe de la décision I/7, les Parties à l'égard desquelles une communication est adressée et les membres du public, auteurs des communications, seront invités par le Comité à participer à l'examen de cette communication;

d) Considérera toute nouvelle information en ce qui concerne les communications ACCC/C/2012/71 (République tchèque), ACCC/C/2013/87 (Ukraine), ACCC/C/2013/89 (Slovaquie), ACCC/C/2013/90 (Royaume-Uni), ACCC/C/2014/109 (Hongrie), ACCC/C/2014/111 (Belgique), ACCC/C/2014/112 (Irlande), ACCC/C/2014/115 (Royaume-Uni), ACCC/C/2014/118 (Ukraine), ACCC/C/2014/119 (Pologne), ACCC/C/2014/120 (Slovaquie), ACCC/C/2014/121 (Union européenne), ACCC/C/2014/122 (Espagne), ACCC/C/2014/123 (Union européenne), ACCC/C/2014/124 (Pays-Bas), ACCC/C/2015/126 (Pologne), ACCC/C/2015/128 (Union européenne), ACCC/C/2015/129 (Irlande), ACCC/C/2015/130 (Italie), ACCC/C/2015/131 (Royaume-Uni), ACCC/C/2015/132 (Irlande), ACCC/C/2015/133 (Pays-Bas), ACCC/C/2015/134 (Belgique) et ACCC/C/2015/135 (France);

e) Examinera toutes les nouvelles communications reçues avant le 2 février 2016, en particulier en ce qui concerne leur recevabilité, ainsi que toute question qui pourra être soulevée avec la Partie intéressée ou avec le communicant.

10. Questions découlant des décisions de la Réunion des Parties y compris le suivi des cas relatifs au non-respect des dispositions

Dans le cadre du suivi de la cinquième session de la Réunion des Parties (Maastricht, Pays-Bas, 30 juin–1 juillet 2014), il est prévu que le Comité discutera tout fait nouveau lié à la mise en œuvre des décisions V/9 et V/9a–n de la Réunion des Parties.

11. Programme de travail et calendrier des réunions

Le Comité discutera et décidera le programme de travail et identifiera les dates de ses futures réunions.

12. Questions diverses

Actuellement, le secrétariat n'a rien à proposer au titre de ce point.

13. Présentation du projet de rapport

Le Comité sera invité à examiner le projet de rapport de la réunion.
